

Une pandémie inégale

Réflexions et témoignages des communautés et des organisations de la société civile

Résumé

A propos de ce rapport

The Civil Society Collaborative on Inclusive COVID-19 Data cherche à exploiter le potentiel des données générées par les communautés et les organisations de la société civile (OSC). Le collaboratif vise à créer une compréhension holistique de la façon dont les personnes marginalisées ont été touchées par la pandémie de COVID-19, leurs réponses et leur résilience.

Le projet est le fruit du temps et des efforts déployés par de nombreuses communautés et organisations au cours d'une période incroyablement difficile. Nous remercions les individus, les groupes et les communautés qui ont généreusement apporté leurs points de vue et leurs expériences aux recherches qui ont contribué à ce rapport.

Plus de vingt (20) OSC sont engagées dans le Collectif, représentant et travaillant avec divers groupes, notamment : les minorités ethniques, les Dalits, les peuples autochtones, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres, les queers et les intersexués, les migrants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés, les minorités religieuses, les enfants des rues, les sans-papiers, les femmes et les filles, et les jeunes.

Le Global Partnership for Sustainable Development Data et le International Civil Society Centre (ICSC) ont partagé le rôle de secrétariat pour le Collaboratif, réunissant les deux réseaux partenaires de Inclusive Data Charter du Global Partnership for Sustainable Development Data et le partenariat Leave No One Behind de le International Civil Society Centre (ICSC).

Résumé

Les personnes marginalisées ont apporté des contributions essentielles à la réponse à la pandémie de COVID-19 : soutien pratique aux familles, aux amis et aux pairs (y compris des denrées alimentaires), aide financière mutuelle, traduction ou partage d'informations officielles. Les personnes marginalisées ont fait preuve d'une extraordinaire résilience, s'adaptant aux effets de la pandémie, notamment en trouvant d'autres sources de revenus.

Contrairement aux efforts des communautés, les réponses officielles des gouvernements au COVID-19 ont souvent négligé ou exclu les personnes marginalisées. La pandémie a révélé des lacunes et des biais considérables dans les données officielles publiées et utilisées par les agences gouvernementales et les organismes publics. Ces lacunes rendent de nombreuses personnes et de nombreux groupes " invisibles ", ce qui les exclut des réponses nationales. La pandémie s'est appuyée sur les inégalités structurelles de nos sociétés et a eu un impact disproportionné sur les personnes marginalisées.

Pour être efficace, la réponse à la pandémie de COVID-19 et le rétablissement de la situation exigent une compréhension approfondie de l'impact de la pandémie sur les personnes marginalisées et des stratégies utilisées par les communautés pour s'adapter à ces impacts et les gérer. Les données recueillies par les communautés et les organisations de la société civile (OSC) peuvent accroître la visibilité des personnes et des groupes négligés par les données officielles, améliorant ainsi la compréhension de leur situation et de leurs stratégies d'adaptation.

Pour comprendre les effets inégaux de la pandémie de COVID-19 et tracer la voie d'une reprise inclusive, un groupe d'OSC a formé le Collaboratif des Sociétés Civiles sur les Données Inclusive du COVID 19. Travaillant aux côtés des communautés, le Collaboratif plaide pour une approche plus holistique qui valorise l'utilisation des données des communautés et des OSC pour aider à répondre aux divers besoins des personnes et des groupes qui ont été marginalisés. Ce rapport utilise les données recueillies par les partenaires de la Coalition, souvent en étroite collaboration avec les communautés, pour donner une image plus claire de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les personnes marginalisées et de leurs réponses. Il met ainsi en évidence cinq problèmes et impacts communs aux personnes marginalisées : l'accès à la santé, les revenus et les moyens de subsistance, l'insécurité alimentaire, l'éducation, et la violence, les abus et la discrimination.

Ce rapport n'a pas pour but de dresser un tableau complet des réalités vécues par les personnes marginalisées pendant la pandémie, ni de critiquer outre mesure les réponses des gouvernements au COVID-19. L'accent est plutôt mis sur l'utilisation des informations provenant des communautés et des données des OSC afin de motiver des réponses plus inclusives à la pandémie de COVID-19 et de démontrer la valeur de ces données.

Les informations contenues dans ce rapport soulignent que les données officielles ne donnent qu'une image inadéquate des communautés marginalisées par cette pandémie. Les aperçus indiquent également les énormes défis que les personnes marginalisées ont dû relever, souvent sans le soutien adéquat des gouvernements.

Voix de la communauté

Dans leurs propres mots, quatre défenseurs communautaires partagent leurs réflexions sur les impacts de la pandémie, les réponses de leurs communautés, et leurs ambitions pour ce rapport.

Daniel Calarco,
un avocat de 24 ans,
originaire de la favela de
Vila do Vintém à Rio de
Janeiro, au Brésil.



“Pour reconstruire durablement, nous devons d’abord comprendre comment cette pandémie a impacté nos communautés et leurs priorités pour l’avenir. Nous ne pouvons le savoir que si nous disposons des bonnes données. Des données qui sont intersectionnelles, qui valorisent et valident les connaissances locales. Des données qui sont collectées et contrôlées avec les communautés en toute sécurité, ainsi que des données qui protègent les communautés contre leur mauvaise utilisation. Nous avons besoin de partenariats renforcés avec les autorités nationales chargées des données, qui soient fondés sur la confiance et la responsabilité. Les décisions visant à concevoir des mécanismes de collecte de données et des politiques sociales renforcés et plus inclusifs doivent être centrées sur les communautés, afin d’informer les efforts de reconstruction et de relèvement.”

Mati Soren,
une jeune femme de
26 ans, championne
du Youth-led Digital
Engagement Project.
Membre de la communauté
indigène Santal, Gonoker
Daing (Godagri, Rajshahi),
nord-ouest du Bangladesh.



“Ce rapport démontre que la pandémie de COVID-19 a eu un impact inégal. Il montre également que les données générées et/ou validées par les bureaux nationaux de statistiques négligent de nombreux impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les personnes qui ont été marginalisées ici au Bangladesh. L’absence des personnes marginalisées dans les données officielles exclut fréquemment les groupes et les personnes de ma communauté de la réponse nationale au COVID-19. Les données non officielles recueillies par les communautés et les Organisations de la Société Civile peuvent accroître la visibilité des personnes marginalisées qui sont négligées par les données officielles et améliorer la compréhension de leurs stratégies d’adaptation. J’espère que ce rapport incitera les parties prenantes à entreprendre des réponses et des rétablissements plus inclusifs en matière de COVID-19, guidées par les recommandations de ce rapport.”

Sulayman AbdulMumuni Ujah,
un homme de 44 ans,
défenseur sourd des
droits des personnes
handicapées et
responsable national de
projet au Forum africain
des personnes
handicapées, originaire
d'Abuja, au Nigeria.



“Ce rapport met en évidence les défis créés par l’absence de données officielles dans une crise axée sur les personnes handicapées et par le fait que les données officielles n’identifient pas et ne traitent pas les lacunes et les obstacles vitaux auxquels sont confrontées les personnes handicapées. En conséquence, ce rapport constitue un signal d’alarme pour toutes les parties prenantes afin qu’elles s’attaquent aux lacunes et aux obstacles et réitère l’importance pour les gouvernements d’utiliser des données ventilées par handicap pour créer des programmes et des politiques fondés sur des preuves. Avec l’espoir que toutes les parties prenantes mettront pleinement en œuvre les recommandations du rapport afin de garantir la pleine inclusion des personnes handicapées dans toutes les interventions du COVID-19.”

Vappu Taipale,
une femme de 81 ans
qui milite pour les droits
des personnes âgées,
originaire d’Helsinki,
en Finlande.



“Les gouvernements ont fait de leur mieux pour trouver des solutions à COVID-19 qui protègent et soutiennent leurs citoyens - et leurs économies. Cependant, COVID-19 a mis tout le monde au défi. Ici, dans les pays nordiques, les personnes âgées vivent le plus souvent seules, enfermées dans de petits appartements, sans visiteurs. Les organisations des Nations Unies ont commencé à parler de la “pandémie de l’ombre”, à savoir l’augmentation de la violence domestique. Il existe une autre ombre encore plus sombre qui n’est pas abordée : les personnes âgées sont privées de contacts humains. C’est là que les Organisations de la Société Civile ont un rôle important à jouer. Les Organisations de la Société Civile ont saisi les expériences des personnes âgées pour aider à guider la réponse à la pandémie et le rétablissement.”

Nos recommandations

Les réponses gouvernementales à la COVID-19 doivent compléter et renforcer les efforts des communautés en situation de marginalisation afin d'éviter que les inégalités ne se creusent davantage et que les progrès réalisés dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) ne s'inversent.

Pour aider à empêcher les inégalités de se creuser davantage grâce à des systèmes de données plus inclusifs, le Collaboratif des Sociétés Civiles sur les Données Inclusive du COVID-19 (Civil Society Collaborative on Inclusive COVID-19 Data) appelle à :

L'utilisation des données des communautés et des OSC pour informer les plans et surveiller la réponse et le rétablissement de COVID-19.



COURT TERME

Les groupes de travail nationaux COVID-19 et les organes de coordination gouvernementaux similaires doivent rechercher activement et utiliser les données des communautés et des OSC pour alimenter le développement et le suivi des plans et des politiques de réponse et de relèvement nationaux et sous-nationaux.

COURT TERME

Les communautés et les OSC augmentent le partage et la diffusion des données relatives à COVID-19 selon les meilleures pratiques, ainsi que la discussion transparente des méthodologies utilisées, des limites et des points forts.

Désagrégation urgente des données COVID-19 afin d'identifier, de traiter et de signaler les inégalités et de donner la priorité à l'avancement de l'inclusion des systèmes de données officiels.



COURT TERME

Les ministères et les offices nationaux de statistiques (ONS) doivent renforcer la collecte, l'utilisation et la communication des données COVID-19 sur les cas, les décès et l'impact socio-économique, ventilées par âge, handicap, sexe, situation géographique, revenu, statut de migrant ou de déplacé, race ou autres caractéristiques pertinentes dans les contextes locaux et nationaux.

LONG TERME

Les ONS, en coordination avec les services gouvernementaux, doivent renforcer les systèmes de données officiels afin qu'ils soient inclusifs pour tous et préparés aux crises futures, notamment en faisant progresser les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil, en approfondissant la désagrégation des données et en augmentant la production et l'utilisation de données qualitatives.

Renforcement des partenariats et des mécanismes de coordination entre les gouvernements, les communautés et les OSC pour accroître l'utilisation des données des communautés et des OSC.



COURT TERME

Les ONS doivent nommer un responsable de haut niveau chargé de travailler avec les communautés et les OSC pour recueillir, analyser et évaluer la qualité des données des communautés et des OSC afin de compléter les analyses et les rapports fournis à l'aide des données officielles.

LONG TERME

Les ONS et les autres départements gouvernementaux doivent établir et renforcer les partenariats et les groupes de travail sur les données avec les communautés, les OSC et d'autres producteurs clés de données non officielles pertinentes (comme les Instituts des Droits de l'Homme) afin d'établir des systèmes efficaces et transparents pour produire, partager, analyser et utiliser les données des communautés et des OSC en plus des données officielles.

LONG TERME

Les ONS, les communautés et les OSC doivent travailler ensemble pour développer des directives nationales et des normes de qualité pour les données des communautés et des OSC, soutenant ainsi l'utilisation active de ces données dans la planification des politiques, la mise en œuvre et la réponse aux crises. Les communautés et les OSC doivent évaluer et rendre compte de la qualité de leurs données.

Accélérer les investissements dans la production de données des communautés et des OSC et le développement de systèmes de données officielles plus inclusifs.



COURT TERME

Les gouvernements nationaux et les donateurs devraient encourager, faciliter et allouer des fonds pour la production de données sur les communautés et les OSC afin de développer des programmes plus efficaces, ciblés et accessibles qui aident à répondre à la situation des communautés en situation de marginalisation.

LONG TERME

LONG TERME

Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent augmenter le financement des OSC et des départements gouvernementaux pour renforcer les systèmes de données officielles complets et inclusifs.

LONG TERME

Les donateurs doivent soutenir l'échange de connaissances et le renforcement des capacités entre les ONS, les communautés et les OSC afin d'enforcer la qualité, le partage et l'utilisation des données.

Afin de faire progresser une reprise COVID-19 équitable et de respecter l'engagement de ne laisser personne de côté, la collaboration appelle à :

Les personnes qui ont été laissées pour compte soient prioritaires dans les réponses COVID-19 et dans la planification, la mise en œuvre et la budgétisation du relèvement à long terme.



COURT TERME

Les groupes de travail COVID-19 et les organes de coordination gouvernementaux similaires évaluent de manière critique toutes les stratégies de réponse COVID-19 planifiées et récemment adoptées au niveau sous-national et national, afin de déterminer si elles répondent de manière adéquate à la situation des personnes qui ont été marginalisées.

LONG TERME

Les gouvernements nationaux doivent renforcer et améliorer le ciblage des mesures de protection sociale sur la base d'une analyse intersectionnelle de l'impact économique de la pandémie sur les personnes marginalisées.

LONG TERME

Les gouvernements doivent s'assurer que les plans de relance économique et les autres stratégies, budgets et plans de mise en œuvre nationaux et infranationaux de COVID-19 respectent le principe de ne laisser personne de côté. Introduire des cycles de budgétisation plus participatifs aux niveaux infranational et national pour suivre et examiner la mise en œuvre des programmes et le ciblage des communautés marginalisées.

Processus décisionnels inclusifs et participatifs sur la réponse et le rétablissement de COVID-19 et sur les politiques et programmes à plus long terme.



COURT TERME

Les groupes de travail nationaux COVID-19 et les organes de coordination gouvernementaux similaires doivent s'associer aux communautés et aux OSC pour développer conjointement des mécanismes de responsabilité afin d'identifier et d'engager les représentants des personnes qui ont été marginalisées à participer activement et à s'engager dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre.

LONG TERME

Les représentants de la communauté et les OSC pour renforcer les connexions et les collaborations intersectionnelles aux niveaux local, national et mondial afin de soutenir les processus décisionnels inclusifs et de rationaliser l'engagement avec les gouvernements.

LONG TERME

Les départements gouvernementaux doivent co-développer des mécanismes de coordination avec les communautés en situation de marginalisation afin de garantir leur leadership et leur participation pleine, effective et égale à la prise de décision sur la conception, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des programmes.

Lire le rapport complet.

Le Collaboratif des Sociétés Civiles sur les Données Inclusives du COVID-19 (Civil Society Collaborative on Inclusive COVID-19 Data) exploite le potentiel des données générées par les communautés et les organisations de la société civile (OSC).

La collaboration vise à créer une compréhension holistique de la façon dont les personnes marginalisées ont été touchées par la pandémie de COVID-19, leurs réponses et leur résilience.

bit.ly/UnequalPandemic

#UnequalPandemic

Membres de notre collaboratif :

